

Care préconise des mesures économiques urgentes



©
D. R.

Le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care), s'il soutient "sans réserve" les initiatives de la société civile pour la tenue d'assises nationales de la transition, insiste "sur la nécessité d'aborder, en même temps que les éléments de la vision future qui devra guider la politique économique nationale, le programme des actions les plus urgentes à mettre en œuvre en vue d'une reprise en main des leviers de notre budget et de nos finances".

Dans son communiqué n°3, Care rappelle qu'il avait salué la mobilisation citoyenne pacifique qui a entrouvert la perspective sur des changements salvateurs dans le système de gestion politique et économique du pays. "Cette dynamique exemplaire de la société algérienne devra être poursuivie sans relâche jusqu'à l'établissement d'un cadre démocratique, de la primauté du droit et d'une gestion transparente des affaires publiques, de sorte à tourner définitivement la page des dérives d'une gestion hypercentralisée et despotique du pouvoir", souligne-t-il. Care, qui plaide pour des assises de la transition politique et économique, fait part "de sa grande préoccupation quant à l'absence de réponse immédiate à la détérioration lente, mais continue des équilibres de l'économie nationale, avec ses implications prévisibles et potentiellement dangereuses sur l'emploi et la croissance au cours des prochains mois et des prochaines années". Il reconnaît que la tâche de redressement économique "sera extrêmement dure et périlleuse et mettra à rude épreuve les capacités de résilience de la société algérienne". Concrètement, cela consistera à traiter un double problème.

D'une part, relève le think tank, mener à bien des transformations de grande ampleur au niveau de l'organisation du système économique. D'autre part, négocier l'acceptation sociale des mesures de réduction du train de vie de l'État, de même qu'un meilleur ciblage de la politique des subventions. "La très grave détérioration des comptes publics laisse très peu de marges de manœuvre et devra sans doute conduire à un plan d'austérité sévère au cours des prochaines années", estime Care. À l'évidence, ajoute-t-il, "seul un pouvoir bénéficiant du soutien de la population et s'appuyant sur une légitimité politique solidement établie est de nature à faire front à un tel défi". Pour l'heure, constate-t-il, "le gouvernement en place, politiquement isolé et découragé à l'avance par le rejet dont il est l'objet de la part de la population, ne semble pas lui-même pénétré par cette situation d'urgence économique et n'entreprend visiblement rien à ce sujet". Selon Care, "la campagne anti-corruption qu'il a décidé d'engager comme gage de sa détermination à préserver les fonds publics, outre la défiance qu'elle jette sur l'ensemble des entrepreneurs nationaux, ne peut occulter l'hémorragie de ressources qui continue d'affecter au quotidien la gestion de nos finances publiques et de notre commerce extérieur". Care s'inquiète "particulièrement d'un certain discours ambiant qui fait de tout chef d'entreprise un malfaiteur potentiel, alors que l'immense majorité d'entre eux sont des victimes du système en place". La priorité actuelle, soutient-il, est d'établir un véritable état des lieux de la situation économique et le rendre accessible à tous les acteurs nationaux intéressés.

En ce qui le concerne, Care rappelle qu'il a élaboré, il y a déjà trois années, dans le cadre d'une concertation inclusive qu'il a menée avec un grand nombre d'associations professionnelles nationales, un document exhaustif, "le programme des réformes économiques de l'entreprise", qui reflète les attentes du monde de l'entreprise. Ce document pourra servir de base de départ pour la construction d'un nouveau consensus de réformes économiques.

Meziane Rabhi